

FRANSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2002 — 249

[C — 2002/29030]

20 DECEMBRE 2001. — Décret-programme portant diverses mesures concernant les fonds budgétaires, le passage à l'euro, l'enseignement et les bâtiments scolaires (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions relatives aux fonds budgétaires*

Article 1^{er}. § 1^{er}. Le point 19 du tableau annexé au décret du 27 octobre 1997 contenant les fonds budgétaires figurant au budget général des Dépenses de la Communauté française est supprimé.

§ 2. Un point 57 est ajouté au tableau annexé au décret du 27 octobre 1997 contenant les fonds budgétaires figurant au budget général des Dépenses de la Communauté française selon le tableau joint en annexe I du présent décret.

CHAPITRE II. — *Dispositions relatives au passage à l'euro*

Art. 2. Dans l'article 5 du décret du 8 février 1999 relatif à l'euro, l'alinéa 2, est supprimé.

Art. 3. L'article 5 du décret du 8 février 1999 relatif à l'euro est complété par les alinéas suivants :

« Le Gouvernement pourra en outre :

1° adapter à l'euro les lois, décrets et arrêtés en vigueur mentionnant les montants en francs belges ou se référant au franc belge,

2° modifier les lois, décrets et arrêtés en vigueur en remplaçant l'usage du franc par celui de l'euro;

3° prendre les mesures appropriées pour garantir la succession logique de deux tranches tarifaires ou barémiques successives après la conversion des montants indiquant leurs limites;

4° ajuster les montants en euros lorsque une loi, un décret ou un arrêté en vigueur porte l'obligation d'ajuster une somme à un montant proche en franc;

5° repréciser en euro des montants inscrits dans les lois, décrets et arrêtés en vigueur afin d'assurer une continuité, une maniabilité plus grande ou de permettre une précision particulière;

6° simplifier le résultat de la conversion des multiples de 10 francs figurant dans des lois, décrets et arrêtés en vigueur. Ces montants peuvent être adaptés de manière transparente dans les limites suivantes :

a) multiples de 10 francs : adaptation de transparence maximum de 5 eurocentimes;

b) multiples de 100 francs : adaptation de transparence maximum de 0,5 euro;

c) multiples de 1 000 francs : adaptation de transparence maximum de 5 euros;

d) multiples de 10 000 francs : adaptation de transparence maximum de 50 euros;

e) multiples de 100 000 francs : adaptation de transparence maximum de 500 euros;

f) multiples de 1 000 000 francs : adaptation de transparence maximum de 5.000 euros;

g) multiples de 10 000 000 francs : adaptation de transparence maximum de 50.000 euros;

h) multiples de 100 000 000 francs : adaptation de transparence maximum de 500.000 euros;

i) multiples de 1 000 000 000 francs : adaptation de transparence maximum de 5.000.000 euros. »

Avant le 30 juin 2002, le Gouvernement déposera au Conseil de la Communauté française un projet de décret visant à confirmer les dispositions des arrêtés intervenant dans les matières législatives et décrétales pris en vertu des alinéas 1^{er} et 2.

Les arrêtés qui ne sont pas confirmés avant le 31 décembre 2002 sont sans valeur.

L'habilitation du Gouvernement de la Communauté française visée aux alinéas 1^{er}, 2 et 3, prendra cours à la date de la publication du décret, pour la période transitoire, et à l'échéance de celle-ci, jusqu'au 30 juin 2002 inclus pour la période définitive.

Art. 4. Un article 5bis rédigé comme suit est inséré dans le décret du 8 février 1999 relatif à l'euro :

« Art. 5bis Les montants des sommes d'argent auxquelles les décimes additionnels visés par la loi du 5 mars 1952 relative aux décimes additionnels sur les amendes pénales sont appliqués, sont réputés être exprimés directement en euro sans conversion.

Les montants des amendes auxquelles les décimes additionnels visés par la loi du 5 mars 1952 relative aux décimes additionnels sur les amendes pénales ne sont pas appliqués, sont lus comme des montants en euro, après leur division par un coefficient de 40. »

CHAPITRE III. — *Dispositions relatives à l'enseignement*

Art. 5. Dans l'article 6 de l'arrêté royal n° 413 du 29 avril 1986, portant des dispositions relatives aux moyens de fonctionnement alloués à l'enseignement de l'Etat et aux subventions de fonctionnement allouées à l'enseignement subventionné, modifié par les décrets du 9 novembre 1990, 20 décembre 1995, 25 juillet 1996, 27 octobre 1997, 17 juillet 1998, 23 décembre 1999 et 12 décembre 2000, les termes "à l'exception de l'article 1^{er}, qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 2002" sont remplacés par les termes "à l'exception de l'article 1^{er}, qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 2003".

Art. 6. L'article 21, alinéa 2, du décret du 12 juillet 2001 visant à améliorer les conditions matérielles des établissements de l'enseignement fondamental et secondaire entre en vigueur le 1^{er} janvier 2002.

Art. 7. L'alinéa 1^{er} de l'article 21 du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance, modifié par le décret du 19 juillet 2001 est remplacé par la disposition suivante: "A l'exception de celles de coordonnateur et d'accompagnateur, la charge d'un professeur prestant dans des classes relevant de l'enseignement secondaire en alternance est rémunérée au même barème et sur la base du même volume horaire que ceux qui lui sont ou lui seraient attribués dans l'enseignement secondaire de plein exercice. »

CHAPITRE IV. — *Dispositions relatives aux bâtiments scolaires*

Art. 8. Dans l'article 7 du décret du 24 juin 1996 relatif au programme d'urgence pour les bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire organisés ou subventionnés par la Communauté française, les mots "et 2001" sont remplacés par les mots "2001 et 2002".

Art. 9. A l'article 8, alinéa 1^{er}, 3^o, du décret du 14 juin 2001 relatif au programme de travaux de première nécessité en faveur des bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire organisés ou subventionnés par la Communauté française, les mots "et de son suppléant" sont insérés entre l'adjectif "française" et le participe "désigné" et un "s" est ajouté à "désigné".

CHAPITRE V. — *Disposition finale*

Art. 10. Les articles 1^{er}, 5, 6, 7, 8, 9 et 10 entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2002. Les articles 2, 3 et 4 produisent leurs effets le 16 juillet 1999.

Annexe I

DU PROJET DE DECRET-PROGRAMME
PORTANT DIVERSES MESURES CONCERNANT LES FONDS BUDGETAIRES,
LE PASSAGE A L'EURO, L'ENSEIGNEMENT ET LES BATIMENTS SCOLAIRES

	Dénomination du Fonds budgétaire	Nature des recettes affectées	Objet des dépenses autorisées
57	Fonds Loterie nationale (A)	Dotations et avances de la Loterie nationale en application de l'article 41 de la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant refinancement des Communautés et extension des compétences fiscales des Régions.	Attribution des fonds en provenance de la Loterie dans les domaines spécifiés dans le plan de répartition annuel arrêté par le Gouvernement.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.
Bruxelles, le 20 décembre 2001.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance,
chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,
P. HAZETTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de promotion sociale et de la Recherche scientifique,
Mme F. DUPUIS

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,
R. MILLER

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL

Note

(1) *Session 2001-2002.*

Documents du Conseil. - Projet de décret, n° 214-1. Amendements de commission, n° 214-2. Avis de commission, n° 214-3-Rapport, n° 214-4-

Comptes rendus intégraux. - Discussion. Séances des 11 et 17 décembre 2001. Adoption. Séance du 18 décembre 2001.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2002 — 249

[C — 2002/29030]

20 DECEMBER 2001. - Programmadecreet houdende verschillende maatregelen betreffende de begrotingsfondsen, de overgang naar de euro, het onderwijs en de schoolgebouwen (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen wat volgt :

HOOFDSTUK I. — *Bepalingen aangaande de Begrotingsfondsen*

Artikel 1. § 1. Punt 19 van de tabel die als bijlage gaat bij het decreet van 27 oktober 1997 aangaande de begrotingsfondsen die vermeld staan op de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap wordt geschrapt.

§ 2. Er wordt een punt 57 toegevoegd aan de tabel die als bijlage gaat bij het decreet van 27 oktober 1997 aangaande de begrotingsfondsen die vermeld staan op de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap en dit volgens de tabel die als bijlage I bij dit decreet gaat.

HOOFDSTUK II. — *Bepalingen aangaande de overgang naar de euro*

Art. 2. In artikel 5 van het decreet van 8 februari 1999 betreffende de euro wordt het tweede lid geschrapt.

Art. 3. Artikel 5 van het decreet van 8 februari 1999 betreffende de euro wordt aangevuld met de volgende leden :

« De Regering kan daarenboven :

1° de geldende wetten, decreten en besluiten die bedragen in Belgische frank vermelden of die naar de Belgische frank verwijzen, aanpassen aan de euro;

2° de geldende wetten, decreten en besluiten wijzigen door het gebruik van de frank te vervangen door de euro;

3° de gepaste maatregelen treffen opdat de grenzen van twee opeenvolgende tarief- of loonschalen na omzetting van de bedragen elkaar logischerwijze opvolgen;

4° de bedragen in euro aanpassen wanneer een geldende wet, geldend decreet of besluit verplicht is de som aan te passen aan een bedrag dichtbij de frank;

5° de bedragen vermeld in de geldende wetten, decreten en besluiten in euro herverduidelijken om continuïteit, een betere hanteerbaarheid of een nauwere precisie te garanderen;

6° het resultaat van de omzetting van veelvouden van 10 frank die voorkomen in de geldende wetten, decreten en besluiten vereenvoudigen. Deze bedragen kunnen op een duidelijke wijze aangepast worden binnen de volgende grenzen :

a) veelvouden van 10 frank : aanpassing, voor de duidelijkheid, van maximum 5 eurocent;

b) veelvouden van 100 frank : aanpassing, voor de duidelijkheid, van maximum 0,5 euro;

c) veelvouden van 1 000 frank : aanpassing, voor de duidelijkheid, van maximum 5 euro;

d) veelvouden van 10 000 frank : aanpassing, voor de duidelijkheid, van maximum 50 euro;

e) veelvouden van 100 000 frank : aanpassing, voor de duidelijkheid, van maximum 500 euro;

f) veelvouden van 1 000 000 frank : aanpassing, voor de duidelijkheid, van maximum 5.000 euro;

g) veelvouden van 10 000 000 frank : aanpassing, voor de duidelijkheid, van maximum 50.000 euro;

h) veelvouden van 100 000 000 frank : aanpassing, voor de duidelijkheid, van maximum 500.000 euro;

i) veelvouden van 1 000 000 000 frank : aanpassing, voor de duidelijkheid, van maximum 5.000.000 euro. »

De regering zal, vóór 30 juni 2002, een ontwerpdecreet voorleggen aan de Raad van de Franse Gemeenschap die de bepalingen bekrachtigt van de besluiten die tot stand komen voor de wetgevende en decretale aangelegenheden en genomen zijn krachtens het eerste en tweede lid.

De besluiten die vóór 31 december 2002 niet bekrachtigd zijn, hebben geen waarde.

De in het eerste, tweede en derde lid bedoelde machtiging van de regering van de Franse Gemeenschap begint te lopen vanaf de dag dat het decreet in het *Belgisch Staatsblad* verschijnt, voor de overgangperiode, en, bij het verstrijken ervan, tot en met 30 juni 2002 voor de definitieve periode.

Art. 4. Er wordt in het decreet van 8 februari 1999 betreffende de euro een artikel *5bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« De bedragen van de geldsommen waarop de opdecimes, bedoeld door de wet van 5 maart 1952 betreffende de opdecimes op de strafrechtelijke geldboeten, van toepassing zijn, worden geacht rechtstreeks in euro uitgedrukt zonder omzetting.

De bedragen van de boetes waarop de opdecimes, bedoeld door de wet van 5 maart 1952 betreffende de opdecimes op de strafrechtelijke geldboeten, niet van toepassing zijn, worden gelezen als bedragen in euro, na hun deling door een coëfficiënt van 40. »

HOOFDSTUK III. — *Bepalingen aangaande het onderwijs*

Art. 5. In artikel 6 van het koninklijk besluit nr. 413 van 29 april 1986 inzake de bepalingen met betrekking tot de werkingstoelagen toegekend aan het Rijksonderwijs en de werkingstoelagen toegekend aan het gesubsidieerd onderwijs, gewijzigd door de decreten van 9 november 1990, 20 december 1995, 25 juli 1996, 27 oktober 1997, 17 juli 1998, 23 december 1999 en 12 december 2000, worden de woorden "met uitzondering van artikel 1, dat in werking treedt op 1 januari 2002" vervangen door de woorden "met uitzondering van artikel 1, dat in werking treedt op 1 januari 2003".

Art. 6. Artikel 21, tweede lid, van het decreet van 12 juli 2001 waarbij de materiële omstandigheden van de inrichtingen van het basis- en secundair onderwijs worden verbeterd, treedt in werking op 1 januari 2002.

Art. 7. Het eerste lid van artikel 21 van het decreet van 3 juli 1991 tot regeling van het secundair onderwijs met beperkt leerplan, gewijzigd door het decreet van 19 juli 2001, wordt vervangen door de volgende bepaling: « Behalve de opdrachten van coördinator en van begeleider wordt deze van een leraar die lesgeeft aan klassen uit het secundair alternerend onderwijs bezoldigd aan dezelfde loonschaal en op basis van hetzelfde lestijdenvolume dan diegene die hem zouden worden toegekend in het secundair onderwijs met volledig leerplan. »

HOOFDSTUK IV. — *Bepaling aangaande de schoolgebouwen*

Art. 8. In artikel 7 van het decreet van 24 juni 1996 betreffende het spoedprogramma voor de schoolgebouwen van het basisonderwijs en het secundair onderwijs ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, worden de woorden « en 2001. » vervangen door de woorden "2001 en 2002".

Art. 9. In artikel 8, eerste lid, 3°, van het decreet van 14 juni 2001 betreffende het programma voor dringende werken aan de schoolgebouwen van het basis- en secundair onderwijs dat wordt ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap worden de woorden "en diens plaatsvervanger" gevoegd tussen de woorden "onderwijs," en "aangeduid".

HOOFDSTUK V. — *Slotbepaling*

Art. 10. Artikelen 1, 5, 6, 7, 8, 9 en 10 treden in werking op 1 januari 2002. Artikelen 2, 3 en 4 worden van kracht op 16 juli 1999.

Bijlage I

ONTWERP VAN PROGRAMMADECREET HOUDENDE VERSCHILLENDE
MAATREGELEN BETREFFENDE DE BEGROTINGSFONDSEN, DE OVERGANG NAAR DE EURO,
HET ONDERWIJS EN DE SCHOOLGEBOUWEN

	Benaming van het Begrotingsfonds	Aard van de aangewende inkomsten	Bestemming van de toegelaten uitgaven
57	Fonds Nationale Loterij (A)	Dotaties en voorschotten van de Nationale Loterij krachtens artikel 41 van de bijzondere wet van 13 juli 2001 houdende de herfinanciering van de Gemeenschappen en de uitbreiding van de fiscale bevoegdheden van de Gewesten.	Toekenning van de fondsen afkomstig van de Nationale Loterij aan de domeinen die nader staan omschreven in het jaarlijks verdeelplan dat is vastgelegd door de regering.

Verklaren dit decreet, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* moet verschijnen.
Brussel, op 20 december 2001.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Begroting, Openbaar Ambt, Jeugdzaken en Sport,
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,
de Opvang en de opdrachten toegewezen aan de 'ONE',
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair en Buitengewoon Onderwijs,
P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie
en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,
R. MILLER

De Minister van Jeugdbijstand en Gezondheidszorg,
Mevr. N. MARECHAL

Nota

(1) *Zitting 2001-2002*

Documenten van de Raad - Ontwerpdecreet, nr. 214-1 - Amendementen van de commissie, nr. 214-2 - Advies van de commissie, nr. 214-3 - Verslag, nr. 214-4

Integrale verslagen - Bespreking, Zittingen van 11 en 17 december 2001. - Aanneming, Zitting van 18 december 2001.